



## BUDGET PRIMITIF 2025

### **Intervention Marie-Louise GOURDON**

Présidente du Groupe Environnement et Solidarités

Séance 14 mars 2025

Monsieur le Président, chers collègues,

Nous nous réunissons aujourd'hui pour voter le budget 2025 de notre collectivité, dans un contexte national instable et un contexte international dangereux.

Sur le plan national, le contexte économique et politique est morose et les prévisions ne semblent pas des plus optimistes pour l'avenir.

Au niveau international, entre guerres et montées en puissance de l'obscurantisme, il est difficile de rêver à un monde apaisé.

Une de nos inquiétudes du moment réside dans l'offensive massive de la nouvelle administration américaine contre les sciences et les droits de l'être humain.

Des programmes essentiels ont été arrêtés, et des chercheurs ont vu leurs travaux censurés ou entravés. Parmi ces recherches, plusieurs étaient en partenariat avec des universités et des laboratoires français. Ce sont aussi leurs travaux qui sont en danger.

Des recherches internationales sur les océans, la biodiversité, les sciences humaines et la génétique sont arrêtées, et les chercheurs français sont contraints de quitter les États-Unis.

Nous sommes directement et globalement impactés par cette politique.

Mais revenons au budget

Permettez-moi tout d'abord de faire une remarque sur la forme et le ton de la présentation du budget.

Au fil du temps le ton change en effet, on l'a connu tour à tour plutôt combatif contre l'Etat ou plutôt plaintif. Il est aujourd'hui atone, constitué uniquement de chiffres.

Mais ce qui est plus notoire, c'est l'impression de distance entre les politiques menées, notamment vis-à-vis de nos concitoyens, et le discours tenu. On assiste à une sorte de désincarnation de nos compétences. On n'y développe plus l'intérêt et l'impact social de nos politiques envers nos concitoyens.

Par exemple, la politique « dispositif RSA » est ainsi expédiée en quelques lignes. A ce titre je vous serais reconnaissante de donner un nom à cette politique qui sous-tend une ambition qui a du sens dans un département comme le nôtre : celle de la lutte contre la pauvreté. En effet, le taux de pauvreté dans les Alpes-Maritimes est toujours supérieur à la moyenne nationale. Nous y reviendrons.

### **Alors, comment va notre Département ?**

Nous avons peur comme toutes les collectivités du prélèvement annoncé de l'Etat sur nos recettes : le DILICO. Finalement il s'élève à 7 M€. L'Etat devrait nous le rembourser en 3 ans tout en prélevant 10 %.

**Les recettes de fonctionnement** prévues à hauteur d'1,450 Millard d'euros devrait baisser d'environ 52.6 M€ (- 4 %).

Il est vrai que nous avons eu ces dernières années de belles surprises avec des recettes de droit de mutation (DMTO) d'un montant exceptionnel. Vos prévisions pour 2025 dans ce domaine à 530M€ sont en hausse de 39 Millions par rapport au réalisé 2024. La prudence reste de mise même si le marché de l'immobilier semble reprendre quelques couleurs.

**Le budget global 2025 s'élève à 1, 591 Milliard € de dépenses, en baisse de 97 M€.**

Comment se répartit cette baisse ?

**En fonctionnement : - 23.7 M€, soit -2%.**

Comme l'Etat, prélève 11M€ de moins pour le fonds de compensation des DMTO.  
On peut considérer que la baisse des dépenses de fonctionnement est ramenée à - 12.9M€ soit à - 1%.

Par ailleurs vous réduisez de 15 M€ la mission sociale en touchant les plus fragiles avec une réduction de 12 M€ sur la politique du RSA donc de lutte contre la pauvreté et 3 M€ sur l'enfance.

**En investissement : la baisse est de 73 M€, soit – 19 % dont**

- Une baisse de 21 M€ sur la reconstruction des vallées ce qui est normale puisque les travaux sont en phase d'achèvement
- une baisse de 19.5 M€ sur la politique aménagement du territoire, dont -11M€ sur le Green deal, et – 8 M€ sur la solidarité territoriale (-12%)
- une baisse de 17 M€ sur le développement des infrastructures et les routes
- une baisse 4.7 M€ sur la mission éducation et la construction des collèges.

Le montant des investissements s'élève à 320 M€ contre 393 M€ l'an dernier.

La lutte contre la pauvreté, les investissements, notamment au titre du green deal semblent être les variables d'ajustement du budget 2025.

Par ailleurs vous baissé l'endettement de -1M€.

Il est vrai que nous demeurons un département lourdement endetté avec 815 M€ d'encours de dette. Les dernières comparaisons de la DGCL donnent un montant d'endettement par habitant de 752 € pour une moyenne des départements de notre strate de 527€.

**Pouviez-vous faire autrement ?**

En 2014 votre majorité n'avait pas hésité à augmenter le taux des droits de mutation, le faisant passer de 3.8 % à 4.5 %, soit le taux maximal autorisé. Le but de la loi était d'améliorer pour les départements la prise en charge des allocations APA pour les personnes âgées, PCH pour les personnes handicapées, RSA pour les plus démunis.

L'État a de nouveau ouvert cette possibilité aux départements cette année, les autorisant à porter pendant 3 ans ce taux à 5% en précisant qu'il était possible d'exclure de cette hausse les primo accédants.

En faisant un rapide calcul sur le passage de ce taux à 5%, ce sont près de 58 M€ qui auraient pu être injectés dans notre budget

d'abord pour répondre non seulement aux besoins de nos aînés, des personnes handicapées et dans le besoin. Donner aux plus fragiles de nos concitoyens un appui solide car derrière les bénéficiaires du RSA il y a des foyers, des familles, aujourd'hui majoritairement composés de femmes seules avec enfants - ce sont elles qui ne s'en sortent pas,

ensuite pour venir en soutien aux investissements des communes, qui voient leurs marges de manœuvre se restreindre considérablement. Ces dernières disposent dans leurs tiroirs de projets en attente faute de pouvoir boucler leur plan de financement. Il s'agit de projets qui profiteraient immédiatement aux TPE et PME locales et donc contribueraient à soutenir l'activité économique et

l'emploi dans le département, comme par exemple, celles qui travaillent dans le domaine de la transition énergétique. A travers les aides aux particuliers nous les avons indirectement encouragés à investir et à former leurs équipes. La suppression de l'aide aux particuliers sur l'achat et la pose de panneaux photovoltaïques depuis le 1er mars reste selon nous un recul regrettable.

Parmi les points positifs, nous avons noté que vous n'aviez quasiment pas baissé le soutien aux associations et augmenté le budget de la culture en fonctionnement et en investissement.

Nous soutenons votre politique agricole.

Les trois fermes départementales, dont nous avons proposé la création, sont en cours de production à Gattières et à La Roquette sur Var, ou en voie de démarrage à Châteauneuf de Grasse

Le 50% de bio dans les cantines des collèges revient dans les rapports, et j'en suis ravie parce qu'il avait disparu,

La plateforme 06 à table qui se transforme pour se développer,

Ces projets permettent de soutenir la production agricole pour nourrir les collégiens.

Les aides du programme AIME ont permis en 2024 d'apporter 4 millions d'euros aux agricultrices et agriculteurs, pour se développer ou s'installer. Chiffre en belle augmentation. Le but est de viser une plus grande autonomie alimentaire, sachant que nous partons de loin : un ou deux jours d'autonomie pour notre département.

De même le développement du plan de solarisation des collèges que nous vous avons proposé et celui des bâtiments et parkings départementaux ainsi que les projets soutenus par la SEM Green Energy pourront permettre une amélioration de notre autonomie énergétique.

Pour conclure, le budget du département n'est pas fragilisé cette année grâce au socle des DMTO. Nous avons relevé que vos baisses de dépenses sont ciblées sur les personnes les plus pauvres et sur les investissements qui auraient pu soutenir l'économie locale.

Nous nous abstiendrons donc.